

Brochure n° 3104

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 176. – INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE**

---

ACCORD DU 26 SEPTEMBRE 2012  
RELATIF À LA FORMATION AUX MÉTIERS DE LA PROMOTION DU MÉDICAMENT  
ET DES PRODUITS DE SANTÉ, ET DE LA VISITE MÉDICALE

NOR : ASET1251384M  
IDCC : 176

---

PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux souhaitent actualiser l'organisation de la formation professionnelle nécessaire à l'exercice des métiers de la promotion et de la visite médicale, définie par l'accord collectif du 1<sup>er</sup> juillet 2005.

Afin de répondre aux différents enjeux auxquels les métiers de la promotion et la visite médicale sont confrontés et aux attentes des entreprises du médicament, les partenaires sociaux considèrent qu'il est nécessaire de réorganiser et d'actualiser les contenus, les méthodes pédagogiques et les modalités d'évaluation de la formation menant aux différents métiers.

Elles souhaitent adapter le dispositif de formation aux obligations légales, réglementaires et aux exigences de qualité qui encadrent l'activité de promotion du médicament et de visite médicale et prendre en compte les évolutions des métiers. Elles intègrent les dispositions des textes suivants :

- l'article L. 5122-11 du code de la santé publique, relatif au niveau des connaissances scientifiques requises pour exercer une activité d'information par démarchage ou de la prospection pour des médicaments ;
- la charte de la visite médicale signée le 22 décembre 2004 entre le comité économique des produits de santé (CEPS) et les entreprises du médicament (LEEM), modifiée par les avenants du 21 juillet 2005 et du 21 juillet 2008 ;
- l'article L. 162-17-4 du code de la sécurité sociale instaurant une procédure d'évaluation et de certification par des organismes accrédités de la qualité et de la conformité à cette charte de la visite médicale ;
- l'accord collectif du 16 mars 2007 portant sur l'évolution des métiers de la promotion ;
- l'article 1<sup>er</sup> de l'avenant n° 2 « Dispositions relatives aux métiers de la promotion » de la convention collective nationale de l'industrie pharmaceutique, définissant le cadre des métiers de la promotion ;
- l'accord collectif du 16 novembre 2011 portant sur l'emploi des jeunes, le développement de l'alternance et l'insertion professionnelle.

L'actualisation de l'accord sur la formation aux métiers de la promotion et de la visite médicale a pour objectif de contribuer à l'optimisation de la qualité de l'information médicale transmise aux professionnels de santé par les salariés exerçant un métier de la promotion ou de visite médicale,

dans un contexte d'exigences réglementaires et de qualité renforcé. Elle s'inscrit dans une volonté commune de garantir un socle commun de connaissances scientifiques et réglementaires applicables à l'ensemble des salariés qui exercent une activité d'information promotionnelle sur les médicaments, et plus largement des produits présentés auprès des professionnels de santé.

Elle répond à la volonté des partenaires sociaux de favoriser la professionnalisation de la formation, notamment au travers de la conduite d'un projet tutoré et la réalisation d'un stage pratique, mais également d'organiser l'accès aux métiers de la promotion et de visite médicale au travers de la validation des acquis de l'expérience (VAE).

Elle s'inscrit en ce sens dans le prolongement de l'accord du 16 novembre 2011 sur la formation professionnelle tout au long de la vie, la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences et l'alternance.

### **Article 1<sup>er</sup>**

Le présent accord annule et remplace l'ensemble des dispositions de l'accord collectif du 1<sup>er</sup> juillet 2005 sur la formation des visiteurs médicaux et les avenants s'y rapportant.

### **Article 2**

#### *Objet de l'accord*

Le présent accord a pour objet de :

- poser les principes de la formation aux métiers de la promotion et de la visite médicale et les exigences de la profession ;
- prendre en compte les évolutions du métier dans la formation et définir un référentiel de compétence et de formation actualisé ;
- adapter le titre professionnel homologué aux évolutions, en intégrant les différentes formes de promotion et de la visite médicale ;
- définir les équivalences et les autorisations permettant l'exercice des métiers de la promotion et de visite médicale ;
- définir les modalités d'attribution des cartes professionnelles aux salariés exerçant un métier de la promotion, attestant des connaissances scientifiques requises par le code de la santé publique ;
- définir le rôle du CPNVM, le comité professionnel relatif à la formation aux métiers de la promotion, notamment la visite médicale ;
- définir les moyens d'action de la profession pour promouvoir les différents métiers de la promotion du médicament, en lien avec le CPNVM.

### **Article 3**

#### *Principes de la formation aux métiers de la promotion*

L'article L. 5122-11 du code de la santé publique exige depuis 1994 que toute personne exerçant une activité de promotion du médicament détienne des connaissances scientifiques suffisantes. Ces connaissances doivent être attestées par un diplôme dont la liste est fixée par arrêté.

Dans ce contexte, les partenaires sociaux réaffirment le maintien d'un niveau d'accès minimum à la formation équivalent à deux années après le baccalauréat. Ils ont défini un référentiel de compétences et de formation, et institué des obligations s'imposant aux acteurs de la formation des métiers de la promotion et de visite médicale en vue de garantir une formation de qualité et renforcer la professionnalisation des étudiants.

Les partenaires sociaux sanctionnent l'acquisition des compétences requises conformément aux dispositions définies à l'article 3.4 du présent accord par la délivrance d'un titre professionnel homologué, enregistré au répertoire national des certifications professionnelles.

Les partenaires sociaux s'engagent à suivre et faire respecter les principes et le dispositif mis en place au travers du CPNVM. Ce groupe, dont les modalités sont précisées à l'article 7 du présent accord, constitue un lieu d'échange paritaire constructif sur les questions relatives à la formation aux métiers de la promotion et au maintien d'une formation de qualité.

### **Article 3.1**

#### *Niveau d'accès à la formation*

Pour accéder à la formation initiale visant à l'obtention du titre professionnel homologué, tout candidat doit avoir validé au minimum 2 années d'études supérieures ou obtenu une équivalence.

Un certain nombre de formations et de diplômes sont admis en équivalence pour certaines parties du programme et dispensent leurs titulaires des évaluations correspondantes. Ces équivalences sont définies et mises à jour par le CPNVM dans le document dédié intitulé « Guide des équivalences et d'accès au titre professionnel ».

### **Article 3.2**

#### *Référentiel de compétences et de formation*

Le référentiel d'activités et de compétences permet de définir le niveau des connaissances et compétences scientifiques et professionnelles que doivent posséder les salariés exerçant un métier de la promotion et de visite médicale, notamment lors de leur embauche. Le référentiel d'activités et de compétences figure en annexe I du présent accord.

Le référentiel de formation définit, par unité d'enseignement, les objectifs et modalités pédagogiques de la formation délivrée et sanctionnée par le titre professionnel homologué. Le référentiel s'applique également aux formations délivrées par les universités. Les unités d'enseignement de la formation figurent en annexe II du présent accord.

Les partenaires sociaux au travers du CPNVM peuvent compléter ou actualiser les référentiels d'activités, de compétence, et de formation afin d'adapter en permanence les outils du dispositif aux évolutions du métier et des nouvelles méthodes pédagogiques. Dans ce cadre, le CPNVM s'engage à informer les acteurs de la formation concernés des compléments apportés et à leur communiquer les nouveaux outils qui peuvent en découler.

### **Article 3.3**

#### *Professionnalisation de la formation*

Les partenaires sociaux rappellent leur volonté de développer la professionnalisation de la formation par l'acquisition de compétences transposables en entreprise. Elles instaurent la réalisation d'un projet tutoré au cours de la formation, et réaffirment la nécessité de réaliser un stage pratique en entreprise en vue de développer des compétences professionnelles attendues par les entreprises.

Par ailleurs, ils recommandent aux entreprises de recourir aux contrats de professionnalisation ou d'apprentissage. Ils définissent les conditions d'insertion des débutants dans l'activité d'un métier de la promotion par recours aux dispositifs de la formation en alternance (apprentissage et professionnalisation) figurant en annexe III du présent accord.

#### *Projet tutoré*

Le projet tutoré est une unité d'enseignement professionnalisant qui complète le dispositif de stage obligatoire. Il s'effectue au cours de la formation et constitue une initiation à la conduite d'un projet en lien avec l'activité professionnelle future. Il conduit les étudiants à :

- analyser clairement un thème de travail et élaborer un cahier des charges de la mission ;
- mettre en œuvre une méthodologie de conduite de projet, afin d'obtenir des résultats probants prenant en compte les contraintes de temps, de moyens et de qualité identifiés au départ ;

- rédiger un rapport de mission, qui servira à la fois d'élément d'évaluation et de synthèse des résultats ;
- présenter les résultats du projet lors d'une soutenance orale et qui devra utiliser tous les outils d'une présentation professionnelle de projet.

Dans le cadre de la formation aux métiers de la promotion et de la visite médicale, le projet tutoré a pour finalité la réalisation d'un entretien d'information, promotion et conseil auprès d'un professionnel de santé incluant la recherche, l'appropriation et l'utilisation des connaissances scientifiques et médicales requises.

Les modalités de mise en œuvre du projet tutoré et de son évaluation sont détaillées par le CPNVM. Les partenaires sociaux s'engagent à accompagner et suivre les acteurs de la formation dans la mise en œuvre du projet tutoré afin de garantir la qualité de réalisation du projet et le respect de l'objectif de professionnalisation souhaité, conformément à l'accord du 16 novembre 2011 sur la formation professionnelle tout au long de la vie, la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences et l'alternance.

### Stage pratique en entreprise

Dans le cadre du renforcement de la professionnalisation de la formation, un stage pratique en entreprise est indispensable pour l'inscription aux épreuves orales, à l'exception des personnes suivant la formation dans le cadre d'un contrat de professionnalisation ou d'apprentissage.

Ce stage pratique d'une durée de 3 mois minimum à 6 mois maximum – comprenant une pratique terrain au maximum de 4 mois – en lien avec la qualification visée, permet aux candidats, non seulement, de découvrir et de se familiariser avec le monde de l'entreprise, et de valider leur choix d'orientation professionnelle mais également de mettre en œuvre les connaissances et savoir-faire acquis au cours de la formation théorique.

Le stage doit impérativement faire l'objet d'une convention entre l'organisme de formation, l'entreprise et le stagiaire, conclu dans les conditions légales et réglementaires. Le stagiaire n'étant pas lié par un contrat de travail avec l'entreprise, cette dernière ne peut pas exiger de lui une prestation équivalente à celle d'un salarié.

Dans ce cadre, les stagiaires visant l'obtention du titre homologué bénéficient pendant la durée de leur stage d'une gratification calculée selon les modalités définies à l'article 22.6 des clauses générales de la convention collective de l'industrie pharmaceutique.

Les modalités d'accueil du stagiaire dans l'entreprise sont définies dans la convention de stage. Les partenaires sociaux s'engagent à mettre en œuvre les actions nécessaires permettant la réalisation d'un stage pour l'ensemble des étudiants et recommandent aux entreprises de désigner un maître de stage pour accompagner le stagiaire dans l'acquisition et la mise en pratique des savoir-faire. Le LEEM, au travers de l'AGVM s'engage à mettre en œuvre les actions nécessaires en appui des écoles et des universités pour la mise en œuvre du stage dans les entreprises. Ont vocation à remplir les fonctions de maître de stage des professionnels ayant les compétences pour transmettre les savoir-faire professionnels : par exemple : directeur régional, délégué hospitalier...

L'entreprise prévoira, le cas échéant, une formation appropriée des maîtres de stage pour réaliser au mieux leur mission. Un livret d'évaluation sera mis en place afin de suivre la progression du stagiaire entre l'entreprise, l'école ou l'université, et le CPNVM.

Lors des déplacements du stagiaire, l'entreprise d'accueil prend en charge les frais de transport et de restauration dans les mêmes conditions que pour les salariés, conformément à l'article 7.5 de l'accord collectif du 16 novembre 2011 sur l'emploi des jeunes, le développement de l'alternance et l'insertion professionnelle.

## **Article 3.4**

### *Titre professionnel homologué*

Sous réserve d'homologation par la commission nationale de certification professionnelle (CNCP), le CPNVM délivre le titre homologué, enregistré au répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) aux personnes formées par les organismes de formation conformément aux modalités définies par le présent accord et ayant satisfait à l'ensemble des obligations d'évaluation.

Les personnes titulaires du titre homologué sont réputées posséder un niveau équivalent au niveau II de la nomenclature interministérielle, sous réserve de validation par la commission nationale de certification professionnelle (CNCP).

Les capacités relationnelles ainsi que les compétences scientifiques et réglementaires étant fondamentales pour l'exercice des métiers de la promotion et de la visite médicale, l'évaluation des candidats en formation comprend un examen écrit et un examen oral devant un jury et tient compte de l'ensemble des composantes de la formation. Elle intègre notamment la réalisation du projet tutoré, du stage en entreprise, et des mises en situations professionnelles, selon une pondération définie par le CPNVM.

## **Article 3.5**

### *Validation des acquis de l'expérience (VAE)*

En application de la loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002, une procédure de validation des acquis de l'expérience (VAE) est définie par le CPNVM.

La VAE consiste à reconnaître que l'expérience d'un candidat lui permet d'acquérir des compétences et qu'elle équivaut à une ou plusieurs unités de compétences constitutives du titre homologué. Elle permet de délivrer à un candidat tout ou partie du titre sans que celui-ci ait à suivre les modules de formation correspondants.

Toute personne répondant aux critères de recevabilité fixés par le CPNVM peut demander la validation des acquis de son expérience pour justifier tout ou partie des connaissances et savoir-faire exigés pour l'obtention du titre homologué.

Le CPNVM définit les conditions de labellisation des référents VAE pouvant mener des actions de VAE et inscrire des candidats au titre.

La procédure validée par le CPNVM est intégrée au « règlement d'examen » sous l'intitulé « procédure VAE ». Le CPNVM a toute latitude pour vérifier la teneur et la véracité des informations fournies.

## **Article 4**

### *Dispensation de la formation*

### **Article 4.1**

#### *Acteurs de la formation*

L'enseignement du programme de référence défini par le CPNVM peut être dispensé par :

- des organismes de formation privés ou publics habilités par le CPNVM à présenter des candidats à l'examen national permettant d'obtenir le titre professionnel homologué ;
- des universités ayant signé une convention de partenariat avec le CPNVM ;
- des services de formation internes créés par l'entreprise pour répondre à leurs besoins internes de recrutement et de formation. Un tel service doit être constitué sous forme de structure pérenne identifiée comme telle dans l'organisation de l'entreprise et disposer de moyens dédiés. Il doit être déclaré auprès des services de la formation professionnelle et être habilité par le CPNVM à présenter des candidats à l'examen national.

## **Article 4.2**

### *Conditions d'habilitation des organismes de formation*

Le CPNVM veille au respect de la réglementation applicable aux organismes de formation et à la qualité des enseignements. Il prend également en compte, parmi ses critères d'appréciation, les prévisions d'emploi de la profession, en lien avec l'observatoire paritaire des métiers des entreprises du médicament.

Un référentiel de qualité défini par le CPNVM décrit les critères exigés des organismes de formation. Les partenaires sociaux requièrent la réalisation d'un audit par un organisme certificateur accrédité préalablement à toute procédure d'habilitation, à la charge de l'organisme. Les résultats de l'audit sont pris en compte pour décider ou non de l'habilitation de l'organisme. Concernant les formations dispensées par les universités, le CPNVM reconnaît le dispositif d'évaluation réalisé par l'AERES (agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur), qui intègre des exigences et des critères d'évaluation similaires à ceux définis par la profession.

Le CPNVM peut, à tout moment, faire procéder à un audit de l'organisme de formation pour contrôler la conformité du dispositif mis en œuvre et au respect des conditions de la convention d'habilitation. Il fonde sa décision d'habilitier les organismes de formation sur les critères suivants, notamment :

- la conformité au présent accord et le respect du cahier des charges de l'habilitation ;
- la qualité de l'enseignement et la qualification des enseignants ;
- la conformité aux contrôles qualité exigibles par la profession ;
- la qualité de recrutement des candidats.

La procédure d'habilitation est définie par le CPNVM qui établit un cahier des charges et le porte à la connaissance des organismes de formation. Cette procédure doit être préalable à l'entrée en formation de stagiaires en visite médicale. Le CPNVM peut être amené à refuser d'instruire une demande lorsqu'elle ne répond pas à un besoin de l'emploi. Ce refus doit être exprès et motivé.

## **Article 4.3**

### *Retrait d'habilitation*

Un organisme peut se voir retirer l'habilitation si le CPNVM constate que les conditions prévues ci-dessus ne sont plus remplies ou lorsque les résultats aux examens témoignent d'une insuffisance de l'enseignement. Le cahier des charges de l'habilitation comporte la liste des motifs pour lesquels celle-ci peut être retirée et les conditions dans lesquelles intervient le retrait.

## **Article 5**

### *Formation par l'entreprise*

Lorsqu'une entreprise recrute, dans le cadre d'un contrat de travail de droit commun ou de type particulier, contrat de professionnalisation ou un contrat d'apprentissage, un candidat qui n'a pas satisfait aux évaluations des connaissances et savoir-faire scientifiques, ou ne possède pas les équivalences requises pour être dispensé de ces évaluations ou n'a pas validé son expérience par la procédure de validation des acquis de l'expérience, elle doit, avant de lui confier une mission de terrain, lui faire suivre auprès d'un organisme habilité tout ou partie du programme de référence. Pour cela, l'entreprise doit prendre compte son niveau de formation initiale ou son expérience professionnelle. A l'issue de cette formation, le candidat fera l'objet des évaluations nécessaires définies par le présent accord.

Tant qu'il n'a pas satisfait aux évaluations des connaissances scientifiques et réglementaires, le candidat ne peut avoir une activité d'information sur le médicament.

Si la formation est dispensée dans le cadre d'un contrat de professionnalisation ou d'un contrat d'apprentissage, celui-ci sera conclu en respectant le référentiel de validation et certification défini



par le CPNVM. Dans ce cas, l'intéressé pourra exercer une activité professionnelle, pendant la période où il sera titulaire d'un de ces contrats, dans les conditions fixées par l'annexe III du présent accord.

Conformément à l'article L. 5122-11 du code de la santé publique, les entreprises veilleront à assurer, dans le cadre de la formation professionnelle continue, aux salariés exerçant un métier de la promotion qu'elles emploient, la formation nécessaire à une mise à niveau permanente des connaissances scientifiques et professionnelles nécessaires à l'exercice de leur métier.

## **Article 6**

### *Délivrance de cartes professionnelles*

Les entreprises entrant dans le champ d'application du présent accord ont l'obligation d'obtenir pour leurs salariés visés par l'article L. 5122-11 du code de la santé publique une carte professionnelle délivrée par l'AGVM (association pour la gestion de la visite médicale). La demande de carte est faite par l'entreprise qui emploie le salarié.

Les critères de délivrance des cartes professionnelles sont définis par le CPNVM. Les cartes sont délivrées, tous les ans, aux salariés exerçant un métier de la promotion remplissant les conditions d'obtention. Le contrôle du respect des critères définis et la délivrance des cartes sont réalisés par l'AGVM.

Les conditions d'attribution des cartes professionnelles figurent en annexe IV du présent accord.

## **Article 7**

### *Rôle et mission du CPNVM*

Le CPNVM est l'instance paritaire chargée par les partenaires sociaux de veiller au bon fonctionnement du dispositif de formation aux métiers de la promotion et de la visite médicale mis en place et à son adaptation.

### **Article 7.1**

#### *Composition du CPNVM*

Le CPNVM comprend deux membres désignés par les organisations syndicales de salariés représentatives au niveau de la branche et un nombre égal de représentants du collège employeur. Ces représentants constituent respectivement le collège « salarié » et le collège « employeur ». Le comité se réunit au moins six fois par an.

Le CPNVM fait appel, en cas de besoin et à titre consultatif, aux personnalités du corps médical, à celles du monde de l'éducation et à tout expert dont la compétence lui est nécessaire.

Le fonctionnement du CPNVM et notamment les règles concernant les prises de décision sont fixés par un règlement intérieur.

La présidence et la vice-présidence du CPNVM sont assurées, alternativement chaque année, par l'un et l'autre des collèges. Le secrétariat est assuré par le LEEM. Le travail administratif de logistique et de préparation des réunions est assuré par l'AGVM.

### **Article 7.2**

#### *Rôle du CPNVM*

Le CPNVM a un double rôle :

Un rôle d'expertise : il apporte des informations et des suggestions notamment à la CPNEIS, en matière de formation initiale et continue des salariés exerçant un métier de la promotion ou de la visite médicale et de formation en alternance (apprentissage, professionnalisation), en lien avec l'observatoire des métiers des entreprises du médicament.

Un rôle de décision :

- il définit le référentiel de formation du titre professionnel, comprenant les connaissances, compétences et modalités d'enseignement requises. Il veille à l'actualisation de la formation et procède aux aménagements nécessaires éventuels ;
- il établit les procédures d'évaluation et de certification tant pour la formation initiale (règlement d'examen) que pour la démarche de validation des acquis de l'expérience (procédure VAE) ;
- il désigne les jurys chargés de contrôler les compétences et les connaissances requises pour l'obtention du titre professionnel, tant pour la formation initiale que pour la VAE. La composition et les modalités de fonctionnement des jurys sont définies dans le règlement d'examen pour la formation initiale et dans la procédure VAE pour la VAE ;
- il habilite les organismes reconnus comme dispensant une formation professionnelle conforme aux exigences du présent accord et dont l'enseignement répond aux règles déontologiques applicables en matière d'enseignement ainsi qu'à la réglementation régissant les organismes de formation. Les conditions exigées pour la délivrance de l'habilitation intègrent celles qui sont exigées par la commission nationale des certifications professionnelles pour l'obtention et le renouvellement de l'enregistrement du titre professionnel au répertoire national des certifications professionnelles ;
- il établit la liste des équivalences et les autorisations d'exercice en conformité avec la réglementation sur l'information auprès des professionnels de santé ;
- il définit les critères de délivrance des cartes professionnelles.

## **Article 8**

### *Dispositions diverses*

L'entreprise qui confie l'information dispensée auprès du corps médical sur ses produits à une société prestataire de services devra, en raison de sa responsabilité, notamment sur le plan de la santé publique, s'assurer auprès de cette société que les personnes qui présentent ses produits répondent à toutes les conditions du présent accord et des dispositions des articles L. 5122-11 et suivants du code de la santé publique.

Le présent accord n'étant pas applicable de plein droit aux départements et territoires d'outre-mer, les entreprises pourront toutefois librement l'appliquer aux salariés exerçant une activité de promotion et de visite médicale dans les DOM-TOM, à condition d'en respecter toutes les dispositions.

## **Article 9**

### *Révision. – Dénonciation*

Le présent accord, conclu pour une durée indéterminée, est soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Chacune des parties peut demander la révision de tout ou partie du présent accord, à condition de saisir les autres organisations signataires, par lettre recommandée avec avis de réception, accompagnée de sa proposition écrite de révision. Les signataires devront alors se réunir dans un délai maximum de 3 mois à compter de la date figurant sur l'avis de réception de la demande de révision.

## **Article 10**

### *Entrée en vigueur*

Le présent accord entrera en vigueur à l'issue du délai prévu par l'article L. 2232-6 du code du travail pour l'exercice du droit d'opposition des organisations syndicales de salariés représentatives au niveau de la branche non signataires du présent accord.

A l'issue de ce délai, les dispositions du présent accord seront applicables à compter du 10 novembre 2012.



## **Article 11**

### *Dépôt*

Conformément aux articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail, le présent accord collectif sera déposé en deux exemplaires auprès des services centraux du ministre chargé du travail et remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

## **Article 12**

### *Extension*

Les parties signataires conviennent de demander au ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social l'extension du présent accord.

Fait à Paris, le 26 septembre 2012.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisation patronale :**

LEEM.

#### **Syndicats de salariés :**

FCE CFDT ;

CFE-CGC ;

FCMTE CFTC ;

SNPADVM.

## ANNEXE I

### RÉFÉRENTIEL DE COMPÉTENCES POUR LE TITRE PROFESSIONNEL DES MÉTIERS DE LA PROMOTION ET DE LA VISITE MÉDICALE

ACTIVITÉ CLÉ	SAVOIR-FAIRE
1. Entretien d'information, promotion et conseil auprès d'un professionnel de santé	Utiliser les connaissances scientifiques et médicales pour instaurer une relation d'accompagnement thérapeutique auprès des professionnels de santé et les informer sur le bon usage du médicament. Utiliser et prendre en compte la réglementation pharmaceutique et économique liée au médicament et ses évolutions pour informer et répondre aux questions des professionnels de santé. Analyser les besoins et les préoccupations des professionnels et des acteurs de santé et construire un échange approprié. Communiquer et convaincre.
2. Communication et relations professionnelles	Organiser et animer des actions de communication professionnelle et développer des relations professionnelles.
3. Contribution au travail en équipe	Organiser son activité et partager des informations pertinentes pour développer la synergie dans le cadre d'un travail en équipe.
4. Elaboration, réalisation et suivi d'un plan d'action sectoriel à partir des objectifs nationaux	Analyser l'activité et définir un plan d'action sur un secteur en fonction de la stratégie de l'entreprise. Définir des priorités et des objectifs pour les visites et les actions de communication en fonction du plan d'action.

L'ensemble de ces activités et savoir-faire sont exercés et mis en œuvre dans le respect de la réglementation et de la charte de la visite médicale.

#### **1. Entretien d'information, promotion et conseil auprès d'un professionnel de santé**

*Utiliser les connaissances scientifiques et médicales pour instaurer une relation d'accompagnement thérapeutique auprès des professionnels de santé et les informer sur le bon usage du médicament*

##### Savoir-faire

S'approprier les connaissances scientifiques et médicales sur différents domaines thérapeutiques et les utiliser dans les échanges avec les professionnels de santé.

S'approprier des connaissances sur l'environnement de santé, l'évolution de l'environnement de la pathologie et l'actualité et les utiliser dans les échanges avec les professionnels de santé.

Sélectionner et hiérarchiser les connaissances scientifiques et médicales sur les produits, leur environnement, les pathologies et les traitements associés pour apporter les informations répondant aux préoccupations de l'interlocuteur.

Utiliser ces connaissances pour échanger sur des cas de patients.

Utiliser ces connaissances pour répondre à des questions et à des objections différenciées en fonction des interlocuteurs.

Utiliser des résultats d'études dans les échanges, en s'appuyant sur sa compréhension de la méthodologie de l'étude.

Utiliser les connaissances apportées par les différents interlocuteurs.

### Indicateurs d'évaluation

Exactitude et précision du vocabulaire.

Pas d'erreur, informations à jour.

Rigueur scientifique dans la construction du discours et dans l'échange.

Choix approprié des informations en fonction de l'environnement et des préoccupations de l'interlocuteur, et ce pour différents interlocuteurs.

Pro-activité dans l'actualisation des connaissances.

*Utiliser et prendre en compte la réglementation pharmaceutique et économique liée au médicament et ses évolutions pour informer et répondre aux questions des professionnels de santé*

### Savoir-faire

Intégrer dans son activité professionnelle (visites ou relations professionnelles) les règles de publicité, de promotion, de distribution et de délivrance du médicament et des dispositifs médicaux et leurs évolutions.

Actualiser ses connaissances sur la réglementation.

Utiliser les outils liés au produit (RCP, fiche produit, avis de la commission de transparence...).

Valoriser le bon usage du médicament.

Valoriser l'apport de la charte de la visite médicale.

Recueillir et faire remonter les informations de pharmacovigilance en suivant les procédures internes et la réglementation.

### Indicateurs d'évaluation

Pas d'erreur, informations à jour.

Respect des procédures internes et de la réglementation.

*Analyser les besoins et les préoccupations des professionnels et des acteurs de santé et construire un échange approprié*

### Savoir-faire

Identifier le rôle des différents interlocuteurs en ville et à l'hôpital (médecins, pharmaciens, paramédicaux, membres de sociétés savantes, directeurs d'établissement de santé, chefs de service, chefs de clinique, pharmacologues...) et leurs interactions.

Identifier les enjeux et les problématiques de chaque interlocuteur (dont les enjeux médico-économiques).

Analyser l'influence des différents interlocuteurs sur l'utilisation des produits de santé.

Identifier l'organisation du système de santé et ses évolutions (rôle des autorités de tutelle y compris des ARS, organisation du parcours de soin, organisation des différents services hospitaliers, fonctionnement de la prise en charge des soins et médicaments...).

Identifier les pratiques de prise en charge du patient, les besoins et les centres d'intérêt du professionnel de santé par un questionnement approprié.

Identifier le processus qui conduit à la décision médicale.

Analyser des cas de patients avec le médecin.

Apporter les informations appropriées en fonction de l'interlocuteur et de ses préoccupations en prenant en compte les évolutions de l'environnement (interactions entre les différents acteurs de santé, parcours de soin...).

Intégrer les questions posées par l'interlocuteur dans son discours.

Utiliser les informations, argumentaires, aides de visite élaborés par l'entreprise.

Identifier et collecter les informations terrain sur les produits.

Proposer des actions de formation médicale continue et de développement professionnel continu parmi celles proposées par l'entreprise.

#### Indicateurs d'évaluation

Expression du professionnel de santé sur ses pratiques et sur des cas de patients.

Repérage des préoccupations clés de l'interlocuteur.

Adaptation du contenu du discours et de l'échange aux préoccupations clés de l'interlocuteur, échange interactif.

Prise en compte des évolutions du système de santé.

Pertinence des informations remontées par le visiteur médical.

#### *Communiquer et convaincre*

##### Savoir-faire

Préparer l'entretien en prenant en compte la totalité des informations à sa disposition pour se fixer un objectif adapté à son interlocuteur.

Etablir une relation de qualité avec le professionnel de santé, en utilisant différents médias de communication.

Faciliter l'expression de son interlocuteur, écouter, expliciter.

Adapter sa communication à l'interlocuteur, à son positionnement dans le système de santé et à ses centres d'intérêt.

Adapter sa communication à la relation téléphonique (écoute, ton de voix, « accroche » de l'interlocuteur, prise de rendez-vous au téléphone...).

Répondre aux préoccupations du professionnel de santé de façon appropriée.

Traiter les demandes d'informations et les objections.

Conclure l'entretien.

Analyser les points forts et les points faibles de sa visite.

#### Indicateurs d'évaluation

Formulation d'objectifs réalistes et pertinents.

Prise en compte des signaux verbaux et non verbaux, en face-à-face et à distance.

Expression de l'interlocuteur.

Qualité de l'écoute.

Pertinence de la reformulation des besoins de l'interlocuteur.

Etablissement d'une relation de qualité avec différents types d'interlocuteurs.

Résultats obtenus auprès des différents interlocuteurs.

## 2. Communication et relations professionnelles

*Organiser et animer des actions de communication professionnelle (FMC, tables-rondes, staff, enseignement post-universitaire, symposium...), développer des relations professionnelles, travailler en réseau et coopérer avec des professionnels de santé*

### Savoir-faire

Organiser et préparer des actions de communication professionnelle à partir d'objectifs définis : prévoir les participants, les différentes phases, choisir le média approprié...

Identifier les intervenants experts sur son secteur, les fonctions et les influences des différents interlocuteurs.

Organiser et préparer les actions (formation médicale continue, tables rondes, staff, enseignement post-universitaire, symposium...) en prenant en compte l'organisation des interlocuteurs.

Présenter son produit ou son laboratoire selon le type d'action et répondre à des questions en utilisant des techniques adaptées de prise de parole en public ou en réunion à distance.

Créer et développer des relations privilégiées avec des professionnels de santé.

Mettre en œuvre un suivi des actions de communication professionnelle.

Travailler en réseau et coopérer avec des professionnels de santé.

### Indicateurs d'évaluation

Bon déroulement de l'action.

Qualité des échanges.

Prise de rendez-vous de suivi.

L'attention de l'auditoire est captée, en face-à-face ou à distance.

## 3. Contribution au travail en équipe

*Organiser son activité et partager des informations pertinentes pour développer la synergie dans le cadre d'un travail en équipe*

### Savoir-faire

Se coordonner au sein d'une équipe dans le cadre du plan d'action.

Transmettre les informations sur les produits, le marché et sur les professionnels de santé du secteur (reporting).

Renseigner les outils de partage d'informations sur le suivi de l'activité.

Utiliser des outils informatisés.

Rechercher les informations nécessaires pour répondre à des demandes spécifiques sur les produits.

Organiser son activité en prenant en compte l'organisation du professionnel de santé, de l'établissement et les différents médias pouvant être utilisés.

Identifier les fonctions et les apports potentiels des différents services supports au sein de l'entreprise.

Solliciter les différents services supports à bon escient.

Transmettre les demandes d'information sur les produits, y compris les produits concernant d'autres collaborateurs.

Apporter une aide aux autres membres de l'équipe.

#### Indicateurs d'évaluation

Efficiencia de l'organización de l'actividad y utilización pertinente de los diferentes medios.

Respecto del entorno profesional.

Calidad de los intercambios en el equipo : respeto de los otros miembros del equipo, toma en cuenta de las opiniones de los otros...

Pro-actividad en los intercambios con todos los interlocutores de la empresa.

La información necesaria se obtiene.

#### **4. Elaboración, realización y seguimiento de un plan de acción sectorial a partir de los objetivos nacionales y regionales**

*Analizar la actividad y definir un plan de acción  
sobre un sector en función de la estrategia de la empresa*

##### Savoir-faire

Investigar y recopilar información sobre los productos y el mercado, sobre el entorno competitivo.

Investigar y recopilar información sobre los diferentes actores que influyen sobre la utilización del producto (autoridades de tutela, sociedades científicas, farmacia de oficina...) y sobre sus estrategias.

Investigar y recopilar información sobre el funcionamiento del hospital, identificar los circuitos de decisión, de prescripción y de compra.

Identificar el nivel de utilización de los productos de la empresa por los diferentes interlocutores.

Analizar las oportunidades y dificultades sobre el sector tomando en cuenta las evoluciones y el análisis médico-económico del entorno.

Proponer un plan de acción con acciones diferenciadas ante los diferentes interlocutores.

Integrar los diferentes medios en el plan de acción propuesto.

Presentar un plan de acción en interne.

Leer y comprender los cuadros de borde de actividad, los indicadores y los herramientas de análisis.

Identificar los desvíos respecto al plan de acción.

Identificar el retorno de las diferentes acciones previstas.

Gestionar un presupuesto asignado.

#### Indicateurs d'évaluation

Calidad de la información transmitida.

Detección de las principales oportunidades y dificultades sobre el sector.

Pertinencia de la análisis de la situación sectorial y del entorno.

Pertinencia de las acciones propuestas vis-à-vis de los diferentes actores.

*Definir prioridades y objetivos para las visitas y las acciones de comunicación  
y de relaciones profesionales en función del plan de acción sectorial*

##### Savoir-faire

Identificar el perfil de los interlocutores y de los participantes en las diferentes acciones.

Hierarquizar las prioridades de visita en función del plan de acción.



Choisir le média approprié en fonction du plan d'action, de la nature du secteur, des distances, du potentiel de l'interlocuteur au regard du produit, de l'aisance de l'interlocuteur face aux différents médias...

Définir des objectifs (fréquence...) vis-à-vis des différents interlocuteurs (praticiens, cadres de santé, pharmaciens, infirmières...) en utilisant les informations recueillies.

Mettre en œuvre des objectifs de visites (fréquence...) et des objectifs de relations professionnelles.

Suivre et évaluer l'atteinte des objectifs définis.

Evaluer les résultats des actions menées au niveau de l'interlocuteur, du service, de l'établissement.

#### Indicateurs d'évaluation

Pertinence des objectifs proposés.

## ANNEXE II

### RÉFÉRENTIEL DE FORMATION DU TITRE PROFESSIONNEL MENANT AUX MÉTIERS DE LA PROMOTION ET DE LA VISITE MÉDICALE

#### **Sciences biologiques et médicales**

	ECTS	CM	DONT CC	TD	TOTAL
UE 1. – Biologie fondamentale	2	22 h	1 h	0	22 h
UE 2. – Physiologie, cycles de la vie et grandes fonctions	7	75 h	5 h	19 h	94 h
UE 3. – Les grands domaines pathologiques et thérapeutiques	8	78 h	8 h	17 h	95 h
UE 4. – Démarche clinique et raisonnement clinique des professions médicales et paramédicales, la prise de décision médicale	3	7 h	1 h	19 h	26 h
UE 5. – Pharmacologie	3	32 h	2 h	3 h	35 h
Total	23	214 h		58 h	272 h

#### **Santé et société**

	ECTS	CM	DONT CC	TD	TOTAL
UE 6. – Individu, santé, maladie (psychologie et sociologie de la santé)	2	15 h	1 h	7 h	21 h
UE 7. – Système de santé et société	3	40 h	Exposé	20 h	60 h
UE 8. – Les études cliniques, pharmaco-économiques et médico-économiques	2	20 h	1 h	16 h	36 h
UE 9. – Ethique et réglementation, veille sanitaire et pharmacovigilance	3	47 h	5 h	10 h	57 h
Total	10	122 h		43 h	174 h

#### **Communication, plan d'action et organisation du travail**

	ECTS	CM	TD	TOTAL
UE 10. – Techniques de communication et de négociation appliquées	3	14 h	28 h	42 h
UE 11. – Stratégie et plan d'action	2	10 h	11 h	21 h
UE 12. – Organisation du travail et travail en équipe	2	7 h	7 h	14 h
Total	7	31 h	46 h	77 h

### Projet tutoré. – Unité métier

	ECTS	CM	TD	TEMPS personnel encadré
UE 13. – Entretien d'information, promotion et conseil auprès d'un professionnel de santé, appropriation et utilisation des connaissances scientifiques et médicales	6		60 h	90 h

Stage : 14 semaines/14 ECTS.

### Sciences biologiques et médicales

#### UE 1. – Biologie fondamentale

2 ECTS	CM : 22 HEURES	TD : 0 HEURE	DONT CC 1 HEURE
<p>Prérequis :</p> <p>Aucun prérequis.</p>			
<p>Objectifs pédagogiques :</p> <p>Identifier le vivant et ses caractéristiques.</p> <p>Développer une vision intégrée des niveaux d'organisation de la cellule à l'organisme.</p> <p>Connaître les bases du fonctionnement cellulaire et les mécanismes de communication entre cellules (médiators, récepteurs...).</p> <p>S'approprier des connaissances de base en biologie cellulaire et moléculaire.</p>			
<p>Eléments de contenus :</p> <p>Les molécules du vivant et leur fonction dans les équilibres ou déséquilibres biologiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– les molécules du vivant ;</li> <li>– les oligo-éléments, les enzymes ;</li> <li>– les nutriments, glucides, protides, protéines, lipides.</li> </ul> <p>La cellule :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– le cycle cellulaire, les types et structures de cellules (nomenclature), récepteurs et médiateurs ;</li> <li>– les bases du fonctionnement des cellules.</li> </ul> <p>Biologie moléculaire et génétique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– notions de génie génétique : application à la fabrication des médicaments.</li> </ul>			
<p>Recommandations pédagogiques :</p> <p>Il s'agit d'apporter les fondamentaux nécessaires à la compréhension de la physiopathologie : établir les liens entre cette UE et l'UE 2 : physiologie, cycles de vie et grandes fonctions.</p>			
<p>Recommandations en termes d'évaluation :</p> <p>QROC.</p> <p>Critères d'évaluation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– exactitude et précision du vocabulaire ;</li> <li>– rigueur scientifique et logique dans la construction de la réponse ;</li> <li>– exhaustivité des connaissances sur le sujet au regard des objectifs de la formation.</li> </ul>			

#### UE 2. – Physiologie, cycles de la vie et grandes fonctions

7 ECTS	CM : 75 HEURES	TD : 19 HEURES	DONT CC 5 HEURES
<p>Pré-requis :</p> <p>UE 1. – Biologie fondamentale.</p>			

7 ECTS	CM : 75 HEURES	TD : 19 HEURES	DONT CC 5 HEURES
<p>Objectifs pédagogiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– décrire le fonctionnement de l'organisme humain et les effets de certaines perturbations sur l'équilibre interne ;</li> <li>– décrire les niveaux d'organisation de l'organisme humain et leurs liaisons ;</li> <li>– définir les grandes fonctions de l'organisme ;</li> <li>– décrire les cycles de la vie et le développement de l'être humain ;</li> <li>– décrire l'anatomie des différents appareils et leurs mécanismes de régulation.</li> </ul>			
<p>Eléments de contenus :</p> <p>Les concepts : métabolisme, homéostasie, équilibre hydrominéral.</p> <p>L'organisation du vivant à travers les systèmes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– les niveaux d'organisation du corps humain : chimique, cellulaire, tissulaire, organique et systémique ;</li> <li>– le sang et le système immunitaire ;</li> <li>– le système nerveux ;</li> <li>– le système endocrinien.</li> </ul> <p>Les grandes fonctions :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– les aspects anatomiques et physiologiques : respiratoire, digestive, cardiaque, élimination, reproduction, motrice, sensorielle ;</li> <li>– l'interaction et l'interdépendance des systèmes.</li> </ul>			
<p>Recommandations pédagogiques :</p> <p>Il s'agit d'acquérir les fondamentaux permettant de comprendre les pathologies et les thérapeutiques et d'apporter un socle scientifique permettant aux diplômés d'acquérir ultérieurement, au cours de leur vie professionnelle, des connaissances approfondies dans d'autres domaines de pathologie. Etablir les liens entre cette UE et l'UE sur les grands processus pathologiques.</p>			
<p>Recommandations en termes d'évaluation :</p> <p>QROC.</p> <p>Critères d'évaluation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– exactitude et précision du vocabulaire ;</li> <li>– rigueur scientifique et logique dans la construction de la réponse ;</li> <li>– exhaustivité des connaissances sur le sujet au regard des objectifs de la formation.</li> </ul>			

### *UE 3. – Grands domaines pathologiques et thérapeutiques associées*

8 ECTS	CM : 78 HEURES	TD : 17 HEURES	DONT CC 8 HEURES
<p>Prérequis :</p> <p>UE 1. – Biologie fondamentale.</p> <p>UE 2. – Physiologie, cycles de la vie et grandes fonctions.</p>			
<p>Objectifs pédagogiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– expliquer les mécanismes physiopathologiques des principaux processus pathologiques ;</li> <li>– décrire les signes, les risques, les complications et les thérapeutiques des pathologies étudiées ;</li> <li>– repérer les modes d'action des thérapeutiques et leurs interactions ;</li> <li>– expliquer les liens entre les processus pathologiques et les actions et moyens de prévention et de protection.</li> </ul>			
<p>Eléments de contenus :</p> <p>Les pathologies en lien avec les grands enjeux de santé publique et les plans nationaux de santé publique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– maladies cardio-vasculaires et métaboliques et thérapeutiques associées : <ul style="list-style-type: none"> <li>– cardiologie : hypertension artérielle, insuffisance cardiaque gauche, maladie athéromateuse, insuffisance coronarienne (et notamment l'infarctus du myocarde) ;</li> <li>– endocrinologie : diabète de type 2, dyslipidémies ;</li> </ul> </li> </ul>			

8 ECTS	CM : 78 HEURES	TD : 17 HEURES	DONT CC 8 HEURES
<ul style="list-style-type: none"> <li>– maladies neuropsychiatriques et thérapeutiques associées : <ul style="list-style-type: none"> <li>– maladie d’Alzheimer, accidents vasculaires cérébraux, dépression ;</li> </ul> </li> <li>– maladies infectieuses et thérapeutiques associées : <ul style="list-style-type: none"> <li>– bactériologie, virologie, pathologies bactériennes et virales : angine, cystite, SIDA, grippe ;</li> </ul> </li> <li>– cancérologie générale et thérapeutiques associées ;</li> <li>– insuffisance rénale chronique et thérapeutiques associées.</li> </ul> <p>Le vocabulaire médical et scientifique associé.</p>			
<p>Recommandations pédagogiques :</p> <p>Aborder les pathologies du point de vue du professionnel de santé et du patient, de manière concrète et illustrée par des cas patients, notamment au sein des TD.</p>			
<p>Recommandations en termes d’évaluation :</p> <p>QROC.</p> <p>Critères d’évaluation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– exactitude et précision du vocabulaire ;</li> <li>– qualité du raisonnement médical/rigueur scientifique et logique dans la construction de la réponse ;</li> <li>– exhaustivité des connaissances sur le sujet au regard des objectifs de la formation.</li> </ul>			

*UE 4. – Démarche clinique et raisonnement clinique des professions médicales  
et paramédicales, prise de décision médicale*

3 ECTS	CM : 7 HEURES	TD : 19 HEURES	DONT CC 1 HEURE
<p>Prérequis :</p> <p>UE 1. – Biologie fondamentale.</p> <p>UE 2. – Physiologie, cycles de la vie et grandes fonctions.</p> <p>UE 3. – Grands processus pathologiques.</p> <p>UE 7. – Individu, santé, maladie (psychologie et sociologie de la santé).</p>			
<p>Objectifs pédagogiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– identifier les pratiques de prise en charge du patient par les professionnels de santé ;</li> <li>– identifier le processus qui conduit à la décision médicale ;</li> <li>– s’approprier des modes de raisonnement adaptés à l’évaluation des situations ;</li> <li>– repérer les modèles d’intervention ;</li> <li>– développer sa capacité d’analyse critique des modes d’interventions en soins.</li> </ul>			
<p>Eléments de contenus :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– les modèles cliniques ;</li> <li>– les méthodes de raisonnement cliniques et diagnostiques : le modèle hypothético-déductif, l’hypothèse, l’anticipation... ;</li> <li>– les étapes du raisonnement clinique : <ul style="list-style-type: none"> <li>– questionnement, observation, intuition perceptive, induction, déduction, créativité, pensée critique...</li> <li>– orientation diagnostique (élaboration précoce des hypothèses) ;</li> <li>– collecte et interprétation de données cliniques (examen clinique, lecture des signes, utilisation d’outils...) ;</li> <li>– élaboration du diagnostic médical ;</li> <li>– évaluation du retentissement de la maladie ;</li> <li>– élaboration du traitement et la surveillance de la maladie.</li> </ul> </li> </ul> <p>S’appuyer sur certaines pathologies et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– maladies de l’environnement : BPCO, hypersensibilité de type I et toxidermie ;</li> <li>– la cancérologie, par exemple le cancer colorectal, ou les maladies infectieuses peuvent également être abordée.</li> </ul>			

3 ECTS	CM : 7 HEURES	TD : 19 HEURES	DONT CC 1 HEURE
Recommandations pédagogiques : S'appuyer sur des études de cas de patients. Etablir les liens avec l'UE sur les grands processus pathologie et l'UE sur la pharmacologie. D'autres pathologies peuvent également être abordées pour élargir le champ des connaissances sur les pathologies.			
Recommandations en termes d'évaluation : QROC Etudes de cas de patients. Critères d'évaluation : – exactitude et précision du vocabulaire ; – compréhension du raisonnement clinique/logique dans la réponse ; – exhaustivité des connaissances sur le sujet au regard des objectifs de la formation.			

### *UE 5. – Pharmacologie*

3 ECTS	CM : 32 HEURES	TD : 3 HEURES	DONT CC 2 HEURES
Prérequis : UE 1. – Biologie fondamentale. UE 2. – Physiologie, cycles de la vie et grandes fonctions.			
Objectifs pédagogiques : – expliquer les différentes étapes de la pharmacocinétique des médicaments ; – définir la pharmacodynamie ; – identifier les différentes formes pharmaceutiques.			
Eléments de contenus : – la pharmacocinétique : voie d'administration, absorption, distribution, métabolisme, élimination ; – la pharmacodynamie, mécanismes d'action, effets secondaires, interactions médicamenteuses (synergie, potentialisation, antagonisme) ; – les formes pharmaceutiques, solides, liquides, galéniques à usage parentéral ou à administration cutanée ou transmucoale, les formes en expérimentation.			
Recommandations pédagogiques : – établir les liens avec l'UE sur les processus pathologiques et l'UE sur la démarche clinique. Illustrer les classes thérapeutiques par des cas de patients ; – établir les liens avec la pharmacovigilance et avec le rôle du délégué en tant qu'acteur de santé.			
Recommandations en termes d'évaluation : QROC. Critères d'évaluation : – exactitude et précision du vocabulaire ; – compréhension des mécanismes ; – rigueur scientifique et logique dans la construction de la réponse.			

### **Santé et société**

#### *UE 6. – Individu, santé, maladie (psychologie et sociologie de la santé)*

2 ECTS	CM : 15 HEURES	TD : 7 HEURES	DONT CC 1 HEURE
Prérequis : Aucun prérequis.			



<p>Objectifs pédagogiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– identifier les caractéristiques psychologiques pouvant influencer la représentation de la santé et de la maladie chez une personne ou un groupe de personnes, et la participation aux soins ;</li> <li>– définir les principaux concepts en sociologie ;</li> <li>– identifier la signification de la santé dans un contexte de diversité culturelle et sociale, diversité des valeurs et des croyances ;</li> <li>– identifier les caractéristiques sociales et psychosociales pouvant influencer la représentation de la santé et de la maladie chez une personne ou un groupe de personnes et la participation aux soins.</li> </ul>
<p>Eléments de contenus :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– le développement de la personne et de la personnalité : psychologique, affectif, psychomoteur, cognitif, langagier, psychosocial, l'inné et l'acquis, le normal et le pathologique... ;</li> <li>– psychologie et santé : approche psychosomatique, schéma et image corporels, qualité de vie, souffrance psychique, mécanismes d'adaptation et de défense, résilience, vulnérabilité... ;</li> <li>– la relation soigné-soignant et ses aspects : éducation, éducation thérapeutique, coopération, autonomie, dépendance, « bientraitance », maternage... ;</li> <li>– la dynamique dans les relations de soins : alliance, attitudes et contre-attitudes, distance, proximité, agressivité, conflit, violence dans les soins, maltraitance...</li> </ul>
<p>Recommandations pédagogiques :</p> <p>S'appuyer sur une bibliographie avec demande de fiches de lecture aux étudiants.</p> <p>Le lien peut être effectué entre le développement de la personnalité et les pathologies associées.</p>
<p>Recommandations en termes d'évaluation :</p> <p>Synthèse documentaire, présentation sous forme d'exposé.</p> <p>Critères d'évaluation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– compréhension des documents utilisés ;</li> <li>– pertinence de l'analyse.</li> </ul>

### *UE 7. – Système de santé et société*

3 ECTS	CM : 40 HEURES	TD : 20 HEURES	
<p>Prérequis :</p> <p>Aucun prérequis.</p>			
<p>Objectifs pédagogiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– identifier l'organisation du système de santé et ses évolutions (rôle des autorités de tutelle y compris des ARS, organisation du parcours de soin, organisation des différents services hospitaliers, fonctionnement de la prise en charge des soins et médicaments...) ;</li> <li>– identifier le rôle des différents interlocuteurs en ville et à l'hôpital (médecins, pharmaciens, paramédicaux, membres de sociétés savantes, directeurs d'établissement de santé, chefs de service, chefs de clinique, pharmacologues...) et leurs interactions ;</li> <li>– identifier les problèmes de santé prioritaires d'un groupe ou d'une population, sur le plan national, régional, en lien avec les déterminants de la santé ;</li> <li>– identifier et expliciter les modalités de financement des soins de santé en France ;</li> <li>– utiliser les méthodes et les outils en santé publique, notamment statistiques.</li> </ul>			
<p>Eléments de contenus :</p> <p>Le système de santé et ses évolutions, les établissements de santé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– la santé dans le monde : organismes internationaux, problèmes prioritaires, chartes... ;</li> <li>– l'organisation de la politique de santé publique en France : structures, planification nationale (plan national de santé publique, PNSP), régionale (plan régional de santé publique, PRSP), actions prioritaires... ;</li> <li>– l'organisation de la veille sanitaire (agences, services de l'Etat...) ;</li> <li>– l'organisation de l'offre publique et privée et des systèmes de soins (établissements de santé, établissements médico-sociaux, réseaux, médecine de ville, permanence des soins, professionnels de santé...), les filières et réseaux de soins.</li> </ul>			

3 ECTS	CM : 40 HEURES	TD : 20 HEURES	
<p>Les outils en démographie et épidémiologie (populations, enquêtes, indicateurs, statistiques...).</p> <p>Economie de la santé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Le budget de la santé, la consommation, les dépenses nationales, la maîtrise des coûts... ;</li> <li>– le financement des soins et de la santé dans un contexte de mondialisation ;</li> <li>– le budget et le financement des structures de santé et de soins, et des professionnels de santé du secteur libéral.</li> </ul> <p>Le médicament dans la politique de santé ;</p> <p>Les professions de santé et interprofessionnalité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– les différents partenaires du système de santé, les associations de patients ;</li> <li>– les différents interlocuteurs en ville et à l'hôpital (médecins, pharmaciens, paramédicaux, membres de sociétés savantes, directeurs d'établissement de santé, chefs de service, chefs de clinique, pharmacologues...) et leurs interactions ;</li> <li>– la sociologie du corps médical et ses évolutions, leur perception de leur métier.</li> </ul>			
<p>Recommandations pédagogiques :</p> <p>Apport de connaissances.</p> <p>Etude de problématiques de santé publique.</p> <p>Etablir les liens avec les pathologies liées aux plans de santé publique abordées dans l'UE 13.</p> <p>Recherches personnelles et analyse documentaires en petits groupes sur une problématique donnée.</p>			
<p>Recommandations en termes d'évaluation :</p> <p>QROC.</p> <p>Critères d'évaluation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– compréhension du rôle de chaque interlocuteur, de son positionnement dans le système de santé et des interactions entre les différents interlocuteurs ;</li> <li>– exhaustivité des connaissances.</li> </ul>			

*UE 8. – Etudes cliniques, pharmaco-économiques et médico-économiques*

2 ECTS	CM : 20 HEURES	TD : 16 HEURES	
<p>Prérequis :</p> <p>UE 5. – Pharmacologie et thérapeutiques.</p>			
<p>Objectifs pédagogiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– identifier les différents types d'études cliniques, pharmaco-économiques et médico-économiques ;</li> <li>– définir les étapes, les méthodes, les outils et les acteurs des études ;</li> <li>– utiliser de façon pertinente des informations issues des études.</li> </ul>			
<p>Eléments de contenus :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– les études précliniques ;</li> <li>– les études cliniques ;</li> <li>– les différents types d'études pharmaco-économiques et médico-économiques ;</li> <li>– la méthodologie des études (définition des objectifs, enquêtes, recueil des données, analyse des résultats...) ;</li> <li>– les méthodes et les outils (analyse statistique des données, modélisation...) ;</li> <li>– les différents acteurs ;</li> <li>– la réglementation ;</li> <li>– la veille économique et concurrentielle.</li> </ul>			
<p>Recommandations pédagogiques :</p> <p>En lien avec l'UE sur les grands processus pathologiques et l'UE 8 sur le système de santé.</p> <p>Apport de connaissances méthodologiques.</p> <p>Analyse d'articles en petits groupes.</p>			

2 ECTS	CM : 20 HEURES	TD : 16 HEURES	
Recommandations en termes d'évaluation : Analyse d'article(s). Critères d'évaluation : – compréhension du vocabulaire de l'article scientifique ; – restitution exacte de la méthodologie utilisée dans l'étude.			

*UE 9. – Ethique et réglementation, veille sanitaire et pharmacovigilance*

3 ECTS	CM : 30 HEURES	TD : 10 HEURES	CC : 5 HEURES
Prérequis : Aucun prérequis.			
Objectifs pédagogiques : – prendre en compte la réglementation pharmaceutique liée au médicament et ses évolutions (obtention d'AMM, remboursement, modalités de prescription, information sur le médicament) ; – connaître les missions et l'organisation de la pharmacovigilance ; – maîtriser la réglementation liée à l'exercice professionnel et la charte de la VM.			
Eléments de contenus : Les grandes étapes de la vie d'un médicament. La réglementation liée au médicament et aux dispositifs médicaux : – les agences réglementaires ; – réglementation et développement ; – AMM et le post-AMM ; – modalités de prescription ; – remboursement ; – les règles de publicité, de promotion de distribution et de délivrance du médicament et du dispositif médical. Veille sanitaire et pharmacovigilance : – les agences de veille sanitaire ; – les circuits et les acteurs de veille sanitaire ; – iatrogénèse, observance et bon usage du médicament ; – le rôle du délégué médical dans la pharmacovigilance. La réglementation liée à l'exercice professionnel : – le VM : obligations et champs d'action (cadre structurel, légal, déontologique, éthique et social), le comportement ; – la charte de la VM et la certification de la VM.			
Recommandations pédagogiques : S'appuyer sur des exemples.			
Recommandations en termes d'évaluation : QROC. Critères d'évaluation : – exactitude des connaissances ; – exhaustivité des connaissances.			

**Communication, plan d'action et organisation du travail**

*UE 10. – Techniques de communication et de négociation appliquées*

3 ECTS	CM : 14 HEURES	TD : 28 HEURES	
Prérequis : Aucun prérequis.			

3 ECTS	CM : 14 HEURES	TD : 28 HEURES	
<p>Objectifs pédagogiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– établir une relation de qualité avec le professionnel de santé, en utilisant différents médias de communication ;</li> <li>– faciliter l’expression de son interlocuteur, écouter, expliciter ;</li> <li>– adapter sa communication à l’interlocuteur, à son positionnement dans le système de santé et à ses centres d’intérêt ;</li> <li>– adapter sa communication à la relation téléphonique (écoute, ton de voix, « accroche » de l’interlocuteur, prise de rendez-vous au téléphone...) ;</li> <li>– répondre aux préoccupations du professionnel de santé de façon appropriée ;</li> <li>– traiter les demandes d’information et les objections ;</li> <li>– conclure un entretien.</li> </ul>			
<p>Eléments de contenus :</p> <p>Les techniques de communication.</p> <p>Les techniques de négociation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– identifier les besoins et répondre à ces besoins de façon appropriée ;</li> <li>– orienter, recentrer l’entretien ;</li> <li>– développer un argumentaire, négocier ;</li> <li>– traiter les objections ;</li> <li>– engager le prescripteur ;</li> <li>– conclure l’entretien de promotion du médicament et identifier une nouvelle opportunité de rencontre.</li> </ul> <p>Les techniques adaptées à la situation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– communication et analyse des besoins dans l’entretien face à face ;</li> <li>– actions de communication professionnelle ;</li> <li>– expression en réunion ;</li> <li>– communication en public ;</li> <li>– communication en situation de crise (sensibilisation).</li> </ul> <p>La communication multimédia :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– les différents médias ;</li> <li>– l’utilisation des différents canaux de communication ;</li> <li>– les techniques de communication à distance ;</li> <li>– sensibilisation à l’évolution des modes de communication.</li> </ul>			
<p>Recommandations pédagogiques :</p> <p>Mises en situation dans des contextes différents (communication face à face avec différents interlocuteurs, communication téléphonique, communication en réunion) avec des professionnels de santé.</p> <p>Intégrer le fait que la relation se situe dans la durée.</p> <p>Etablir les liens avec les connaissances scientifiques et avec la connaissance des interlocuteurs et du système de santé.</p> <p>Les modes de communication doivent être adaptés aux évolutions du métier.</p>			
<p>Recommandations en termes d’évaluation :</p> <p>Mise en situation d’entretien face à un professionnel de santé (pouvant être représenté par un formateur).</p> <p>On demande au candidat :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– d’identifier les besoins du professionnel de santé et répondre à ces besoins de façon appropriée ;</li> <li>– de faciliter l’expression de son interlocuteur, écouter, expliciter ;</li> <li>– de développer un argumentaire, négocier ;</li> <li>– de traiter les objections ;</li> <li>– d’intégrer les questions posées par l’interlocuteur dans son discours ;</li> <li>– d’engager le prescripteur ;</li> </ul>			

3 ECTS	CM : 14 HEURES	TD : 28 HEURES	
<ul style="list-style-type: none"> <li>– de conclure l’entretien de promotion du médicament et identifier une nouvelle opportunité de ren-contre ;</li> <li>– d’analyser les points forts et les points faibles de l’entretien.</li> </ul> <p>Critères d’évaluation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– prise en compte des signaux verbaux et non verbaux, en face à face et à distance ;</li> <li>– expression de l’interlocuteur ;</li> <li>– qualité de l’écoute ;</li> <li>– pertinence de la reformulation des besoins de l’interlocuteur ;</li> <li>– adaptation de la communication à l’objectif défini dans le cadre de la mise en situation ;</li> <li>– pertinence de l’analyse des points forts et des points faibles de l’entretien.</li> </ul>			

### *UE 11. – Stratégie et plan d’action*

2 ECTS	CM : 10 HEURES	TD : 11 HEURES	
<p>Prérequis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>UE 1. – Biologie fondamentale.</li> <li>UE 2. – Physiologie, cycles de la vie et grandes fonctions.</li> <li>UE 3. – Grands processus pathologiques.</li> <li>UE 4. – Démarche clinique et raisonnement clinique des professions médicales et paramédicales, prise de décision médicale.</li> <li>UE 5. – Pharmacologie et thérapeutiques.</li> <li>UE 6. – Etudes pharmaco-économiques et médico-économiques.</li> <li>UE 7. – Individu, santé, maladie (psychologie et sociologie de la santé).</li> <li>UE 8. – Système de santé et société.</li> <li>UE 10. – Législation appliquée.</li> </ul>			
<p>Objectifs pédagogiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– rechercher et collecter des informations (sur les produits et le marché, sur l’environnement concurrentiel, les différents acteurs, le fonctionnement de l’hôpital) ;</li> <li>– analyser les opportunités et difficultés sur le secteur en prenant en compte les évolutions et l’analyse médico-économique de l’environnement ;</li> <li>– proposer un plan d’action ;</li> <li>– lire et comprendre des tableaux de bord d’activité, des indicateurs et des outils d’analyse ;</li> <li>– suivre et évaluer l’atteinte des objectifs définis ;</li> <li>– apprécier les écarts et proposer des actions correctives ;</li> <li>– identifier les principes et outils de gestion d’un budget.</li> </ul>			
<p>Eléments de contenus :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– les étapes d’élaboration d’un plan d’action ;</li> <li>– la communication autour du plan d’action ;</li> <li>– les tableaux de bord, les indicateurs, les outils d’analyse.</li> </ul>			
<p>Recommandations pédagogiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Recherche d’informations sur les produits et le marché, sur l’environnement concurrentiel, les différents acteurs, le fonctionnement de l’hôpital.</li> <li>Etudes de cas pratiques.</li> </ul>			
<p>Recommandations en termes d’évaluation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Etudes de cas (évaluation commune avec l’UE 12).</li> </ul> <p>Critères d’évaluation spécifiques à l’UE 11 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– repérage des principales opportunités et difficultés sur le secteur ;</li> </ul>			

2 ECTS	CM : 10 HEURES	TD : 11 HEURES	
<ul style="list-style-type: none"> <li>– pertinence de l'analyse de la situation sectorielle et de l'environnement ;</li> <li>– pertinence des actions proposées vis-à-vis des différents acteurs.</li> </ul>			

### *UE 12. – Organisation du travail et travail en équipe*

2 ECTS	CM : 7 HEURES	TD : 7 HEURES	
Prérequis : Aucun prérequis.			
Objectifs pédagogiques : <ul style="list-style-type: none"> <li>– hiérarchiser les priorités de visite en fonction du plan d'action ;</li> <li>– définir des objectifs (fréquence...) vis-à-vis des différents interlocuteurs (praticiens, cadres de santé, pharmacien, infirmières...) en utilisant les informations recueillies ;</li> <li>– définir les objectifs et les modes d'organisation du travail en équipe et en réseau ;</li> <li>– renseigner les outils de partage d'informations sur le suivi de l'activité ;</li> <li>– utiliser des outils informatisés ;</li> <li>– identifier les fonctions et les apports potentiels des différents services supports au sein de l'entreprise ;</li> <li>– identifier le comportement approprié auprès des membres de l'équipe et des différents interlocuteurs dans l'environnement professionnel.</li> </ul> Eléments de contenus : <ul style="list-style-type: none"> <li>– les méthodes d'organisation du travail personnel (définition des priorités, des objectifs des visites) ;</li> <li>– les différents acteurs, les fonctions et services des laboratoires (médecins régionaux, siège, KAM...) ;</li> <li>– l'organisation du travail en équipe et en réseau ;</li> <li>– les outils informatisés de partage de l'information (sensibiliser sur l'importance et la finalité de l'utilisation de ces outils) ;</li> <li>– le comportement approprié avec les membres de l'équipe et avec les différents interlocuteurs dans l'environnement professionnel.</li> </ul>			
Recommandations pédagogiques : <ul style="list-style-type: none"> <li>Etudes de cas.</li> <li>Sensibiliser les étudiants au respect des autres membres de l'équipe et au comportement dans l'environnement professionnel.</li> <li>Intégrer les situations de comarketing et de copromotion dans les organisations.</li> </ul>			
Recommandations en termes d'évaluation : <ul style="list-style-type: none"> <li>Etudes de cas (évaluation commune avec l'UE 11).</li> </ul> Critères d'évaluation spécifiques à l'UE 12 : <ul style="list-style-type: none"> <li>– efficacité de l'organisation de l'activité ;</li> <li>– utilisation pertinente des différents médias.</li> </ul>			

### **Projet tutoré. – Unité métier**

#### *UE 13. – Entretien d'information, promotion et conseil auprès d'un professionnel de santé Appropriation et utilisation des connaissances scientifiques et médicales*

6 ECTS	CM : 0 HEURE	TD : 60 HEURES	TP : 90 HEURES
Prérequis : <ul style="list-style-type: none"> <li>UE 1. – Biologie fondamentale.</li> <li>UE 2. – Physiologie, cycles de la vie et grandes fonctions.</li> <li>UE 3. – Grands processus pathologiques.</li> <li>UE 4. – Démarche clinique et raisonnement clinique des professions médicales et paramédicales, prise de décision médicale.</li> </ul>			



6 ECTS	CM : 0 HEURE	TD : 60 HEURES	TP : 90 HEURES
<p>UE 5. – Pharmacologie et thérapeutiques.</p> <p>UE 6. – Etudes pharmaco-économiques et médico-économiques.</p> <p>UE 7. – Individu, santé, maladie (psychologie et sociologie de la santé).</p> <p>UE 8. – Système de santé et société.</p> <p>UE 10. – Législation appliquée.</p>			
<p>Objectifs pédagogiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– utiliser les connaissances scientifiques et médicales pour instaurer une relation d'accompagnement thérapeutique auprès des professionnels de santé et les informer sur le bon usage du médicament ;</li> <li>– analyser les besoins et les préoccupations des professionnels et acteurs de santé ;</li> <li>– construire un échange approprié avec les professionnels et acteurs de santé ;</li> <li>– élaborer un plan d'action et organiser son activité en relation avec une pathologie étudiée.</li> </ul>			
<p>Eléments de contenus :</p> <p>1. Appropriation des connaissances sur un nouveau domaine de pathologie : Exemple : maladies respiratoires chroniques (pneumologie : asthme, BPCO...).</p> <p>Ces connaissances seront acquises par une recherche d'informations approfondie effectuée par l'étudiant.</p> <p>2. Utilisation des connaissances acquises sur un domaine de pathologie dans des mises en situation auprès de différents professionnels de santé.</p> <p>Il peut s'agir de la pathologie sur laquelle l'étudiant a fait une recherche d'information approfondie ou des pathologies abordées dans l'UE 3.</p> <p>Les mises en situation devront permettre de comprendre les problématiques des interlocuteurs et d'apprendre à utiliser les connaissances en réponse à ces problématiques. L'échange doit être approfondi et porter notamment sur des cas patients. Il s'agit de faire le lien entre les connaissances sur les pathologies, les thérapeutiques et les problématiques du professionnel de santé.</p> <p>3. Elaboration d'un plan d'action et organisation de son activité en relation avec une pathologie étudiée.</p> <p>L'organisme de formation apporte à l'étudiant des informations sur un secteur par rapport à une pathologie donnée et une gamme thérapeutique adaptée ou un produit (pathologie déjà étudiée).</p> <p>L'étudiant construit le plan d'action.</p> <p>Les trois axes de travail, recherche d'informations et mises en situation, devront permettre de développer la curiosité vis-à-vis de l'environnement.</p>			
<p>Recommandations pédagogiques :</p> <p>Cette unité métier permet à l'apprenant :</p> <p>1. De rechercher et s'approprier des connaissances sur un nouveau domaine de pathologie : il s'agit de mettre en place une démarche pédagogique active, l'étudiant n'est plus en situation d'écouter un cours mais en situation de recherche active d'informations sur un domaine de pathologie qu'il aura choisi.</p> <p>L'organisme de formation devra lui apporter les ressources nécessaires et le formateur devra le guider dans sa recherche d'informations. Il s'agit d'un temps de travail personnel encadré (90 heures). Le formateur doit réaliser des points réguliers avec les étudiants.</p> <p>2. De mobiliser ses connaissances sur les pathologies dans des mises en situation de communication, par différents médias, auprès de différents types de professionnels de santé en ville et en établissement de santé.</p> <p>Les mises en situation, mises en œuvre avec des intervenants professionnels de santé, devront permettre à chaque étudiant de mettre en œuvre les compétences d'analyse des besoins et de construction d'un échange approprié. L'analyse du déroulement de ces mises en situation avec l'ensemble des étudiants devra permettre de dégager les principes clés de l'échange.</p> <p>La mise en situation devra porter sur des cas patients et mobiliser des connaissances approfondies sur les pathologies étudiées, en lien avec les thérapeutiques. Il ne s'agit pas uniquement de s'appuyer sur un RCP.</p> <p>Les TD (60 heures), en petits groupes, devront permettre à chaque étudiant d'être acteur dans une mise en situation. L'une des situations abordées avec un groupe d'étudiants pourra se faire en utilisant le média téléphone/internet.</p>			

6 ECTS	CM : 0 HEURE	TD : 60 HEURES	TP : 90 HEURES
<p>Recommandations en termes d'évaluation :</p> <p>La recherche d'informations, d'une part, et les mises en situation, d'autre part, seront évaluées.</p> <p>Critères d'évaluation pour la recherche d'informations sur un nouveau domaine de pathologie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– pertinence des informations recueillies ;</li> <li>– exactitude et précision du vocabulaire ;</li> <li>– pas d'erreur, informations à jour.</li> </ul> <p>Pour les mises en situation de communication face à un professionnel de santé :</p> <p>On demande au candidat :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– de sélectionner et hiérarchiser les connaissances scientifiques et médicales sur les produits, leur environnement, les pathologies et les traitements associés pour apporter les informations répondant aux préoccupations de l'interlocuteur ;</li> <li>– d'utiliser ces connaissances pour échanger sur des cas de patients ;</li> <li>– d'utiliser ces connaissances pour répondre à des questions et à des objections ;</li> <li>– d'apporter les informations appropriées en fonction de l'interlocuteur et de ses préoccupations en prenant en compte les évolutions de l'environnement (interactions entre les différents acteurs de santé, parcours de soin...) ;</li> <li>– d'intégrer les questions posées par l'interlocuteur dans son discours ;</li> <li>– d'établir une relation de qualité avec le professionnel de santé ;</li> <li>– d'adapter sa communication à l'interlocuteur, à son positionnement dans le système de santé et à ses centres d'intérêt ;</li> <li>– d'analyser les points forts et les points faibles de l'entretien.</li> </ul> <p>La mise en situation porte sur un domaine de pathologie étudié par le candidat.</p> <p>Critères d'évaluation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– rigueur scientifique dans la construction du discours et dans l'échange ;</li> <li>– choix approprié des informations en fonction de l'environnement et des préoccupations de l'interlocuteur ;</li> <li>– repérage des préoccupations clés de l'interlocuteur ;</li> <li>– échange interactif/qualité de la communication ;</li> <li>– adaptation du contenu du discours et de l'échange aux préoccupations clés de l'interlocuteur.</li> </ul>			

## ANNEXE III

### CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION ET CONTRAT D'APPRENTISSAGE

#### **I. – Contrat de professionnalisation**

##### 1. Objet

La présente annexe a pour objet de définir des conditions d'insertion de visiteurs médicaux débutants dans l'activité de visite médicale par recours au dispositif de la formation en alternance prévu aux articles L. 6324-1 et suivants du code du travail.

##### 2. Objet des contrats de professionnalisation

L'objet des contrats de professionnalisation est de permettre à des personnes répondant aux conditions légales d'accéder au titre professionnel homologué grâce, d'une part, au suivi d'enseignements généraux, professionnels et technologiques dont l'intensité et la nature sont fonction du niveau de formation initiale et, d'autre part, à l'acquisition d'un savoir-faire par l'exercice en entreprise d'une ou plusieurs activités professionnelles en lien avec la qualification visée.

Le contrat de professionnalisation est ouvert aux jeunes de moins de 26 ans et aux demandeurs d'emploi âgés de 26 ans et plus, possédant les prérequis prévus à l'article 3.1 du présent accord.

##### 3. Classification et salaire du salarié titulaire d'un contrat de professionnalisation visant l'obtention de la qualification de visiteur médical

Pendant la durée du contrat de professionnalisation, la classification du salarié est le groupe V, niveau A, de la convention collective de l'industrie pharmaceutique.

Le titulaire d'un contrat de professionnalisation a la garantie d'une rémunération minimale :

- pour les salariés âgés de moins de 21 ans : le salaire ne peut être inférieur à 65 % du Smic ;
- pour les salariés âgés de 21 ans et plus : le salaire ne peut être inférieur à 80 % du Smic ;
- pour les salariés âgés d'au moins 26 ans, le salaire ne peut être inférieur à 85 % de la rémunération minimale du groupe V, niveau A.

Lorsque le salarié, quel que soit son âge, a satisfait à la totalité des évaluations des connaissances scientifiques et réglementaires conformément aux conditions fixées par le « règlement d'examen » pour le dispositif de l'alternance, il reçoit, jusqu'à la fin de son contrat de professionnalisation, 100 % du salaire minimum correspondant à son groupe/niveau de classification.

##### 4. Domaine et contenu de la formation

La formation complète constituant le niveau de connaissances et de savoir-faire requis est celle du référentiel de formation validé par le groupe technique des métiers de la promotion dont les titres des modules de formation figurent en annexe II du présent accord.

##### 5. Réalisation et modalités de la formation

Les enseignements dispensés à des salariés titulaires d'un contrat de professionnalisation ne peuvent l'être que par un organisme public ou privé de formation habilité par le CPNVM, y compris les structures de formation créées par les entreprises de la branche dans les conditions prévues à l'article 5 du présent accord, dans le respect des engagements de la présente annexe et notamment de ceux de l'article 6 ci-après.

L'entreprise s'assure, avant de s'engager, que l'organisme de formation avec lequel elle souhaite contracter est bien habilité pour la période correspondant à la durée du contrat de professionnalisation et de la convention de formation.

#### 6. Convention de formation

La convention de formation, conclue entre l'entreprise et l'organisme de formation, doit préciser :

- les objectifs de la formation ;
- le programme des enseignements conforme au programme de référence du présent accord ;
- le programme des enseignements spécifiques à l'entreprise ;
- les modalités d'évaluation et de sanction de la formation conformes aux modalités arrêtées par la commission des métiers de la promotion pour le dispositif de l'alternance.

#### 7. Suivi interne de formation

La formation de chaque salarié en contrat de professionnalisation est suivie par un tuteur appartenant à l'entreprise, et ayant reçu une formation adéquate dont les missions sont définies par l'article 12 de l'accord collectif du 24 septembre 2004 sur la formation professionnelle tout au long de la vie et la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences.

#### 8. Financement du contrat de professionnalisation et de la fonction tutorale

Les conditions de financement du contrat de professionnalisation et de la fonction tutorale sont déterminées par les articles 11.2 et 12 de l'accord collectif du 24 septembre 2004 précité.

#### 9. Statut de la personne en contrat d'alternance

Conformément à la législation en vigueur, la personne sous contrat de professionnalisation est le salarié de l'entreprise. Pour tout ce qui n'est pas expressément prévu par les dispositions concernant la formation en alternance, l'entreprise lui applique les mêmes règles qu'aux salariés de droit commun.

Il doit notamment, lorsqu'il fait de la visite médicale en alternance avec sa formation, bénéficier des mêmes normes de travail que les autres visiteurs médicaux de l'entreprise, et notamment des mêmes remboursements de frais professionnels. Son activité doit cependant être adaptée à sa situation d'apprentissage.

Dans la mesure où l'éloignement de son secteur, par rapport au lieu de la formation, le contraint à séjourner de façon temporaire à proximité du centre de formation, l'entreprise devra prendre en charge des frais de déplacements inhérents à ce ou ces séjours.

### **II. – Contrat d'apprentissage**

Les contrats d'apprentissage en visite médicale ont le même objet que les contrats de professionnalisation. Ils obéissent à une réglementation spécifique (art. L. 6221-1 et suivants du code du travail).

Comme les salariés en contrat de professionnalisation, les apprentis ne pourront effectuer leur première expérience sur le terrain qu'après avoir satisfait aux évaluations des connaissances scientifiques et réglementaires telles que définies par le règlement d'examen pour le dispositif de l'alternance.

## ANNEXE IV

### DÉLIVRANCE DES CARTES PROFESSIONNELLES

---

#### 1. Principes

La carte professionnelle, prévue à l'article 5 du présent accord, est distincte du titre, diplôme ou attestation sanctionnant la formation professionnelle des salariés exerçant un métier de la promotion et de la visite médicale dans les entreprises du médicament et dont l'activité est visée par l'article L. 5122-11 du code de santé publique, relatif au niveau des connaissances scientifiques requises pour exercer une activité d'information par démarchage ou de la prospection pour des médicaments.

La carte professionnelle représente un moyen de contrôle que les conditions d'accès à ce métier (formation et expérience), prévues par l'article 3 du présent accord sont bien respectées.

#### 2. Cartes professionnelles

Deux cartes professionnelles sont délivrées au travers de l'AGVM, conformément aux dispositions du présent accord : la carte de visiteur médical et la carte d'attaché à la promotion du médicament. Les cartes délivrées permettent d'attester que les salariés concernés possèdent les connaissances scientifiques exigées par le code de la santé publique et répondent ainsi aux exigences de la charte de la visite médicale.

Les cartes professionnelles ne sont pas délivrées aux délégués pharmaceutiques (activité exclusive de vente en officine) dans la mesure où ce métier n'est pas soumis à l'obligation de connaissances scientifiques visée par l'article L. 5122-11 du code de la santé publique.

Carte professionnelle de visiteur médical :

La carte professionnelle de visiteur médical est attribuée aux salariés relevant du statut de visiteur médical défini à l'article 1.2 de l'avenant n° 2 de la convention collective nationale des entreprises du médicament. Cette carte ne peut être délivrée qu'aux salariés qui présentent une spécialité pharmaceutique aux membres du corps médical, de façon exclusive et en dehors de toute activité commerciale. Elle n'est pas délivrée aux salariés qui exercent une activité d'information à distance (Internet et téléphone), ou dont l'activité comporte une mixité d'activité (négociation, prise de commande), notamment à l'officine.

Carte professionnelle d'attaché à la promotion du médicament :

La carte professionnelle d'attaché à la promotion du médicament est attribuée aux salariés dont le descriptif des missions qui figure dans le contrat de travail contient une activité d'information médicale auprès des professionnels de santé à titre principal ou secondaire.

#### 3. Modalités de délivrance

Les cartes professionnelles sont demandées, tous les ans, par l'employeur, pour les salariés qu'il emploie.

Les entreprises entrant dans le champ d'application du présent accord adressent leur demande de cartes professionnelles à l'AGVM qui leur fournit en retour un dossier à constituer à l'appui de la demande. Ce dossier permet notamment de vérifier que les conditions d'obtention sont remplies.

Le contenu du dossier à fournir à l'appui des demandes est le suivant :

Demandes initiales :

- copie du ou des contrats de travail des salariés concernés ;

- nombre de salariés employés ;
- nature des produits présentés ;
- modèle de contrat de travail des salariés concernés.

Renouvellement et actualisation annuelle :

- actualisation des informations sur les salariés concernés ;
- informations sur les mouvements de personnels (salariés entrants et sortants).

Sont exclus du dispositif de délivrance des cartes professionnelles :

- les collaborateurs qui exercent dans les départements et territoires d'outre-mer, sauf lorsque l'entreprise qui les emploie applique volontairement à leur égard l'ensemble des dispositions du présent accord ;
- les collaborateurs qui présentent des produits qui ne sont pas des spécialités pharmaceutiques bénéficiant d'une autorisation de mise sur le marché, même si l'entreprise qui les emploie est une entreprise du médicament.

#### 4. Validation annuelle des cartes professionnelles

Chaque année, les entreprises demandent à l'AGVM la validation des cartes professionnelles des salariés qu'elles emploient au 1<sup>er</sup> janvier.

Cette validation se fait par la délivrance d'une carte annuelle, après contrôle du dossier.

Les cartes professionnelles sont délivrées aux salariés en activité. Les salariés momentanément privés d'emploi ne peuvent obtenir la validation annuelle de leur carte professionnelle. Cette validation s'effectue dès lors qu'ils retrouvent un emploi conforme aux exigences de l'article 1<sup>er</sup> de la présente annexe.

Les salariés ayant eu une activité conforme aux conditions prévues à l'article 1<sup>er</sup> de la présente annexe peuvent obtenir du CPNVM une attestation afin de faciliter leur recherche d'emploi.

#### 5. Contrôle par le CPNVM

Le CPNVM définit les modalités et les pièces à fournir par les entreprises pour la délivrance des cartes professionnelles. Ces modalités sont mises en œuvre par l'AGVM, qui délivre les cartes professionnelles. Le CPNVM est saisi par l'AGVM des nouvelles demandes de cartes professionnelles formulées par les entreprises et les dossiers de salariés nécessitant une décision du CPNVM.

Après vérification des informations fournies par les entreprises, l'AGVM fournit au comité les éléments lui permettant de juger si ces demandes sont recevables.